

lavie.fr

la vie

L'HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN D'ACTUALITÉ

PUSSEY RIOT FAUT-IL
CRIER AU SACRILÈGE ?

OBAMA IL A DÉÇU...
ILS VEULENT Y CROIRE

Anne-Sophie
Panseri,
PDG
de Maviflex

**PATRONS
ANTICRISE**
COMMENT FONT-ILS ?

N° 3495 du 23 au 29 août 2012. France : 3,50 € ; Benelux : 3,90 € ; Suisse : 6,60 FS.

M 02863 - 3495 - F 3,50 €

ACTUALITÉ

ÉCONOMIE Fini la vision à court terme. Pour sortir de la crise, des chefs d'entreprise ont choisi de faire rimer *business* et responsabilité sociale.

LES PATRONS REPENSENT L'ENTREPRISE

La crise met les entreprises au pied du mur. Flambée des prix du pétrole et des matières premières, turbulences de la zone euro, raréfaction du crédit, malaise social, montée du chômage et baisse du pouvoir d'achat... « *Les dirigeants qui croient pouvoir faire le dos rond en attendant des jours meilleurs se trompent lourdement*, assène Romain Ferrari,

« Une entreprise ne se développe pas dans le désert, elle s'inscrit dans un écosystème »

patron de Serge Ferrari, une entreprise de textile industriel. *Il faut d'urgence se remettre en question !* » Si, après l'effondrement financier de 2008, la plupart des entrepreneurs ont repris leur activité sans modifier leur *business model*, la deuxième onde de choc de l'été 2011 et la récession généralisée qui s'est installée depuis n'offrent plus d'échappatoire. Pour sortir de l'impasse économique, sociale et environnementale, l'entreprise doit se réinventer.

De nombreux patrons l'ont compris. À la tête de leur firme, petite ou grande, ils tentent de dépasser l'obsession de la performance économique, la dérive d'une vision à court terme et la course à la rentabilité. Chacun à son niveau innove. Ils repensent l'organisation de leur entreprise, favorisent la diversité de leurs équipes, donnent plus de responsabilités à leurs salariés, travaillent à rendre leur activité plus écologique...

Ils avancent seuls ou en groupe. À l'instar de ces 300 patrons bretons réunis au sein de l'association *Produit en Bretagne*. « *Comment dynamiser le territoire et pérenniser l'emploi régional ?* », s'interrogent-ils, dès 1993. « *En associant la promotion de nos savoir-faire à des valeurs de solidarité, de respect de l'homme et de l'environnement* », explique Malo Bouëssel du Bourg, directeur de l'association. Une démarche concrétisée par la création du label « *Produit en Bretagne* », qui est apposé sur des biens manufacturés et des services, après un audit rigoureux. « *En choisissant ces produits, le consommateur participe au maintien de l'emploi local* », précise-t-il. L'initiative,

réactivée par la crise, a ainsi donné un nouvel élan à de nombreuses entreprises bretonnes.

Milton Friedman peut aller se rhabiller. L'économiste néolibéral américain qui martelait que « *la seule responsabilité de l'entreprise est de maximiser le profit pour ses actionnaires* » n'est plus au goût du jour. Désormais, l'entreprise se conçoit comme implantée dans un environnement, en relation avec la société. Ces idées ne sont pas l'apanage d'une poignée d'idéalistes. Le Centre des jeunes dirigeants (CJD) en a fait sa ligne de conduite depuis déjà 30 ans. « *Une entreprise ne se développe pas dans le désert, elle s'inscrit dans un écosystème*, précise son président Christophe Praud et son vice-président Jérôme Lefèvre. *L'entreprise fait vivre des familles, la cité. Elle se situe sur un territoire aux ressources limitées, dans une ville dont elle utilise les infrastructures...* » Le Medef lui-même s'est doté d'un comité sur le sujet. À l'instar du laboratoire d'idées *Entrepreneurs d'avenir*, il faut en conclure que « *l'acte d'entreprendre ne peut être envisagé en dehors d'une démarche conciliant l'humain, l'environnement, la société et le marché. L'entreprise ne peut pas être une simple machine à fric* ».

Les grands experts du management se sont emparés du sujet et l'ont formalisé sous le nom de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise ou RSE. Si le vocable est récent, l'idée est ancienne. « *Certains y*

La crise en France

■ Une croissance en berne

0,1 % au dernier trimestre 2011 et 0 % au premier trimestre 2012 ; et les prévisions pour les mois à venir ne sont pas très optimistes. La dette publique de la France s'élève à environ 1 800 milliards d'euros, soit près de 90 % du PIB, à la fin du premier trimestre 2012, et le commerce extérieur accuse un déficit record de près de 70 milliards d'euros en 2011.

■ Un malaise social

Selon l'Insee, le chômage a progressé de 0,3 % au premier semestre 2012 pour atteindre 10,1 % de la population active. Le pouvoir d'achat a baissé de 1,2 % au premier semestre 2012, son plus fort recul depuis 1984. Enfin, 14,1 % des femmes et 12,9 % des hommes vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 900 € par mois).



Jacques Gonidec, 46 ans, conserverie Gonidec « Nous misons sur la préservation des métiers »

Dernière conserverie de poissons de Concarneau, alors que la ville en comptait 32 aux heures fastes de l'industrie, cette petite entreprise de 49 salariés se porte bien. La clé de sa réussite ? Un produit de qualité, un savoir-faire artisanal et la volonté de jouer la carte du développement territorial. « Toutes nos sardines sont pêchées par six bateaux concarnois, et les boîtes sont fabriquées à Douarnenez », précise Jacques Gonidec. Un accord a été signé avec les pêcheurs pour assurer un débouché à leur production. « On fait de la sardine équitable ! En faisant travailler les marins d'ici, on pérennise leur métier et on limite les invendus. »

Pour Jacques Gonidec, il n'y a pas à tergiverser, l'entrepreneur est responsable. « Maintenir de l'activité localement, c'est assurer demain de l'emploi à nos enfants. Préserver la ressource et les métiers, c'est le seul moyen de bâtir l'avenir. » Cependant, ce choix d'une production 100 % locale a un coût. Les conserves Gonidec, vendues sous la marque Mouettes d'Arvor, sont plus chères que leurs concurrentes nord-africaines. Mais de qualité incomparable. « Pour survivre, il faut être le moins cher ou le meilleur. Nous avons choisi la voie de l'exigence. » Pour valoriser ses produits, Jacques Gonidec a mobilisé ses compétences en marketing dès son arrivée dans

l'entreprise créée par son grand-père, en 1959. Il a étoffé le catalogue, passant de 5 à plus de 200 références, diversifié les recettes et créé, en 1996, une gamme de conserves de sardines millésimées vendues dans des boîtes collector reproduisant le tableau d'un artiste breton. Avec, au dos, le nom du pêcheur de sardines et le logo de l'association Produit en Bretagne. Traçabilité, qualité, équité. La stratégie est efficace : le chiffre d'affaires a triplé en 15 ans, et les Mouettes d'Arvor séduisent de plus en plus à l'export, positionnées comme un produit de haute gastronomie. L'entreprise a même investi 3 millions d'euros pour doubler la surface de son usine en 2011. ●



Anne-Sophie Panseri, 46 ans, Maviflex « Le bien-être au travail est une source de productivité »

« L'épanouissement des salariés est un facteur de performance pour l'entreprise. » Cette Lyonnaise en est convaincue. À la tête d'une société industrielle de fabrication de portes souples (utilisées notamment dans les entrepôts), Anne-Sophie Panseri pilotait le développement de son activité sans trop se poser de questions sur le management. Son adhésion, en 2006, à l'association lyonnaise Les Femmes chefs d'entreprises la conduit à réfléchir à la notion d'équilibre de vie. « En discutant avec des femmes cadres dans des grandes entreprises, j'ai pris la mesure de ma responsabilité de dirigeante. » La patronne met alors en place des solutions simples pour favoriser

l'équilibre de ses 104 collaborateurs. « Désormais, les réunions ne se tiennent pas avant 9h30 ni après 17h, et les horaires doivent être respectés. » Autre nouveauté, les bureaux ferment leurs portes à 18h30. « Un vrai changement de mentalité dans l'entreprise !, constate Anne-Sophie. Jusqu'alors, les salariés avaient tendance à attendre que les dirigeants partent pour s'en aller. En France, la culture du "présentéisme" est trop forte. Lorsqu'ils quittent le bureau à 18h30, mes cadres ont désormais le temps de mener d'autres activités, de passer plus de temps en famille, relâchant ainsi la pression. » Avec des effets bénéfiques aussi bien pour les personnes que pour l'entreprise. En début d'année

scolaire, Maviflex offre également la possibilité à ses salariés d'aménager leur temps de travail pour s'adapter aux impératifs de la vie familiale. « Nous recevons chaque année entre trois et cinq demandes, que nous pouvons toutes satisfaire. » Et elles émanent du personnel masculin. « C'est une grande victoire, s'enthousiasme Anne-Sophie. Cela prouve bien que l'équilibre de vie n'est pas une histoire de bonnes femmes. » Cette politique porte ses fruits. Maviflex connaît une croissance à deux chiffres, le turnover y est extrêmement faible. « Le bien-être au travail est une source de productivité. Si les décisions stratégiques ne sont pas appliquées par des équipes motivées, on n'avance pas. » ■

voient une forme de continuité avec le paternalisme du XIX^e siècle », explique Michel Capron, professeur émérite des universités, auteur de la *Responsabilité sociale d'entreprise* (La Découverte). « Sous sa forme moderne, la RSE apparaît dans les années 1920-1930 aux États-Unis », poursuit-il. Mais il faut attendre les années 1990 pour que le concept émerge véritablement en Europe. « Il surgit sous l'effet conjugué de la mondialisation, de la dérégulation et de l'affaiblissement de l'État-providence. Les citoyens prennent alors conscience de la montée de périls majeurs : dégradation de la biosphère, accentuation des inégalités et du chômage... dont ils rendent les grandes entreprises responsables. » La RSE, ou développement durable appliqué à l'entreprise, s'impose alors comme « la prise en compte des conséquences et des impacts de l'activité économique des entreprises sur

Le concept de responsabilité sociale de l'entreprise émerge dans les années 1990 en Europe

l'environnement et sur la société ». Même si la loi française contraint les firmes de plus de 2 000 salariés à publier un rapport annuel de développement durable – l'obligation sera étendue en 2013 à celles de plus de 500 salariés – la mise en place d'actions de RSE reste pour l'heure une démarche volontaire.

Vernis de façade ou mutation de l'entreprise ? Si certaines sociétés peuvent, à juste titre, être accusées de vouloir ainsi se refaire une vertu, tel n'est pas l'objectif initial. « La RSE n'est pas un élément périphérique que l'entreprise déploie pour poursuivre son activité en toute tranquillité », précise Jacques Igalens, directeur de la recherche à la Toulouse Business School, auteur de la *Responsabilité sociale de l'entreprise* (Puf, « Que sais-je ? »). « Il s'agit, au contraire, d'intégrer cette préoccupation à la stratégie de la firme. » Et de faire bouger ainsi les lignes du management, de la gestion des ressources... « Créer un service RSE n'est pas la solution, estime Mathieu Boullenger responsable d'une PME de nettoyage industriel,

baptisée Le Petit Plus. La RSE doit imprégner tous nos métiers et toutes nos décisions : de la gouvernance aux achats en passant par la logistique. C'est une nouvelle façon de penser. » À Roubaix, la société ID Group, qui réunit des marques pour enfants, dont Okaïdi, Obaïbi, Jacadi et Oxybul, s'est ainsi construite autour d'un projet commun : « *Entreprendre pour un monde qui progresse au service de l'enfant qui grandit.* » Un slogan qui, loin de se réduire à un concept marketing, reflète la conviction profonde des deux fondateurs, Jean Duforest et Jean-Luc Soufflet. Pour ces derniers « l'entrepreneuriat participe d'une envie de changer le monde ». Derrière ces mots, on trouve une politique RSE étoffée qui sert de boussole aux 6 000 salariés. Ainsi, le groupe a créé un site internet d'informations sur le développement de l'enfant, organise deux fois par an pour ses clients des opérations de recyclage des vêtements en fin de vie, gère et finance un réseau de garderie sociale pour les moins de 5 ans...

Pour conquérir les patrons encore hésitants, la RSE doit faire la preuve de son efficacité. N'est-elle qu'une dépense supplémentaire ou participe-t-elle à la performance économique de l'entreprise ? Les membres

du CJD ne sont plus à convaincre. Ses 3 500 adhérents sont rassemblés autour d'un projet de « performance globale ». « Cette démarche est un gage de compétitivité, de valorisation et de pérennité pour les entreprises, explique Christophe Praud et Jérôme Lefèvre. Certaines pratiques vertueuses permettent de faire des économies : engager un bilan carbone est coûteux mais se révèle bénéfique à moyen terme, veiller au bien-être de ses colla-

« Cette politique nous remet en cause en permanence et nous oblige à innover »

borateurs améliore la productivité... » La RSE ouvre également de nouvelles perspectives aux firmes. « Cette politique nous permet de nous décentrer du quotidien. Elle nous remet en cause en permanence et nous oblige au dépassement et à l'innovation... », apprécie Jean Duforest, PDG d'ID Group.

Pour Vincent Gruau, la valeur ajoutée de la RSE ne fait aucun doute. En 2005, ce jeune dirigeant arrive à la tête de Samas France, devenue Majencia, une entreprise de mobilier de bureau au bord de la faillite. Pour sortir du précipice, il travaille sur les valeurs de l'entreprise, convaincu de la nécessité de donner du sens au projet. Il fait

POUR UNE ENTREPRISE SOCIALE

■ Et si l'entreprise de demain était sociale ? Si elle était « une organisation productive privée dont l'objet est d'atteindre un impact social, sociétal et environnemental positif, dans le cadre d'une lucrativité limitée ? », interroge le sociologue François Bottolier-Depois coauteur de *L'entreprise du XXI^e siècle sera sociale (ou ne sera pas)*, paru chez l'éditeur Rue de l'Échiquier. « L'entreprise sociale est une réponse efficace aux

dysfonctionnements de l'économie de marché qui assimile la maximisation du bien-être économique au bien-être social et un moyen de pallier les défaillances de l'État-providence. » Elle refuse la recherche de profit pur et simple sans pour autant nier l'impératif de rentabilité. Et pourrait être, à ce titre, un exemple à suivre pour l'ensemble des acteurs économiques. Utopique ? Bien au contraire. « Ce modèle n'est pas compliqué à

généraliser et aurait rapidement des répercussions positives, estime le sociologue. Il suffirait de créer un statut de l'entreprise sociale, de faire en sorte que les entreprises puissent bénéficier en priorité des avantages fiscaux et des marchés publics, de former des analystes financiers spécialisés dans l'entrepreneuriat social... On aurait alors une solution pragmatique à la crise. » Et un capitalisme à visage plus humain. ●

émerger quatre thèmes, l'engagement, la performance, l'innovation et la citoyenneté, qu'il formalise ensuite dans une politique de RSE. « Il me semblait pertinent de parler de développement durable, d'équilibre entre le social, l'économique et l'environnemental dans une entreprise qui avait failli disparaître. » Dans un premier temps, sa démarche suscite la perplexité de ses équipes avant de s'imposer comme une forme d'évidence. « Nous prenons toutes nos décisions à l'aune du développement durable. Si un projet est bénéfique à la fois sur le plan économique, social et environnemental, nous sommes sûrs de ne pas nous tromper. C'est parfois compliqué à gérer, mais c'est un véritable atout de disposer du tableau de bord d'une Ferrari au lieu de celui d'une

« Si nous continuons à détruire l'écosystème et la cohésion sociale, nous courrons à notre perte »

2 CV quand l'entreprise est pilotée sur les seuls critères économiques. » Suivant ces principes, Vincent Gruau a assuré le recyclage et la valorisation de 95 % de ses déchets, effectué un bilan carbone, et surtout relocalisé la production des caissons de bureau fabriqués en Chine. Cette stratégie RSE a porté ses fruits, Majencia a

renoué avec la croissance et s'est imposé comme le leader du mobilier de bureau sur le marché français.

Une certaine prudence s'impose, cependant. « De nombreuses études ont été menées sur la corrélation entre performance économique et performance RSE, sans qu'une réponse catégorique ait été donnée, rappelle Michel Capron. En réalité, l'enjeu n'est pas de savoir si la RSE est utile ou non à l'entreprise, mais d'assurer la pérennité de la planète. Si nous continuons à détruire l'écosystème et la cohésion sociale, nous courrons à notre perte. » Il s'agit donc d'abord d'une question politique et citoyenne.

Parée de mille et une vertus, pourquoi la RSE n'est-elle pas alors adoptée par toutes les entreprises ? « Elle progresse essentiellement sous la pression des acteurs de la société civile : consommateurs exigeants, salariés, ONG, territoires... », explique Jacques Igalens. Mais les freins sont encore nombreux : « Les milieux d'affaires rechignent à jouer le jeu, observe Michel Capron. La démarche n'est, de plus, pas toujours évidente à mettre en place. Les entreprises doivent en comprendre le sens, fixer les objectifs, connaître les cadres normatifs, installer des dispositifs concrets, convaincre

les collaborateurs... » Surtout, les entreprises se trouvent prises en tenailles entre le désir d'être responsables, ce qui a un coût, et la pression de la concurrence, qui tire les prix vers le bas. Au final, « la RSE ne progressera que par la loi et la réglementation en concertation avec les entreprises, estime Michel Capron.

Les entreprises sont tenaillées entre le désir d'être responsables et la pression de la concurrence

C'est une question démocratique. « Les entrepreneurs, de leur côté, croient plutôt à la contagion par l'exemple. Le CJD met des outils d'évaluation à la disposition des entreprises. Sur leur site internet, le diagnostic GPS (Global Performance System) permet à chaque patron de faire son bilan RSE, d'identifier ses forces et ses faiblesses. « Cet audit peut ensuite être mis en ligne et permet aux entreprises de se confronter les unes aux autres, créant un phénomène d'émulation collective », détaille Christophe Praud. Le réseau Entrepreneurs d'avenir réfléchit, quant à lui, à la création d'un label qui permettrait d'orienter les flux d'épargne vers les entreprises responsables et à la formation des dirigeants de demain.

Plus profondément, la RSE signe la fin du modèle actionnarial qui a triomphé ces dernières années, et interroge l'entreprise dans sa raison d'être et ses missions. « Il y a dans ce mouvement quelque chose qui remet fondamentalement en cause les rapports des firmes à la société, analyse Michel Capron. La RSE pourrait ainsi conduire à l'émergence d'un nouveau modèle qui ne donnerait plus la primauté à l'actionnaire et qui intégrerait les acteurs extérieurs : consommateurs, fournisseurs, organisations de la société civile, dans son fonctionnement. » Jacques Huybrechts, président des Entrepreneurs d'avenir imagine pour sa part une entreprise plus collaborative, branchée sur le pouls de la société, capable d'innover en permanence aussi bien sur ses produits que sur son organisation. Rien de moins qu'une petite révolution ! ●

CHRISTINE MONIN

PARTAGER LES BONNES PRATIQUES

■ Créé en 2007 à l'initiative du réseau Alliances, basé dans le Nord, le World Forum Lille œuvre à la diffusion de la responsabilité sociale des entreprises. Chaque année, cet événement international rassemble des entreprises du monde entier, petites ou grandes, issues de tous les secteurs d'activité, à partager leurs expériences en matière de RSE. « Il ne s'agit pas de faire de longs discours, ni d'organiser un énième colloque, mais bien de

proposer des solutions concrètes aux participants », insiste Philippe Vasseur, son président. Les organisateurs du Forum ont ainsi créé une base de données, sorte de boîte à outils recensant plus de 600 bonnes pratiques, et lancé un manifeste de l'entreprise responsable. La sixième édition se tiendra du 14 au 16 novembre 2012 à Lille et aura pour thème *Entreprises responsables, entreprises rentables*. Avec un objectif, précise Philippe

Vasseur : « Démontrer aux entrepreneurs que s'engager dans une démarche de responsabilité est source de rentabilité et qu'à l'inverse chercher la rentabilité sans l'accompagner de la responsabilité ne peut qu'aggraver la situation actuelle. » Une problématique déclinée en quatre thèmes : le marketing durable, le modèle d'entreprise, la gouvernance et le management, et les achats responsables. ●

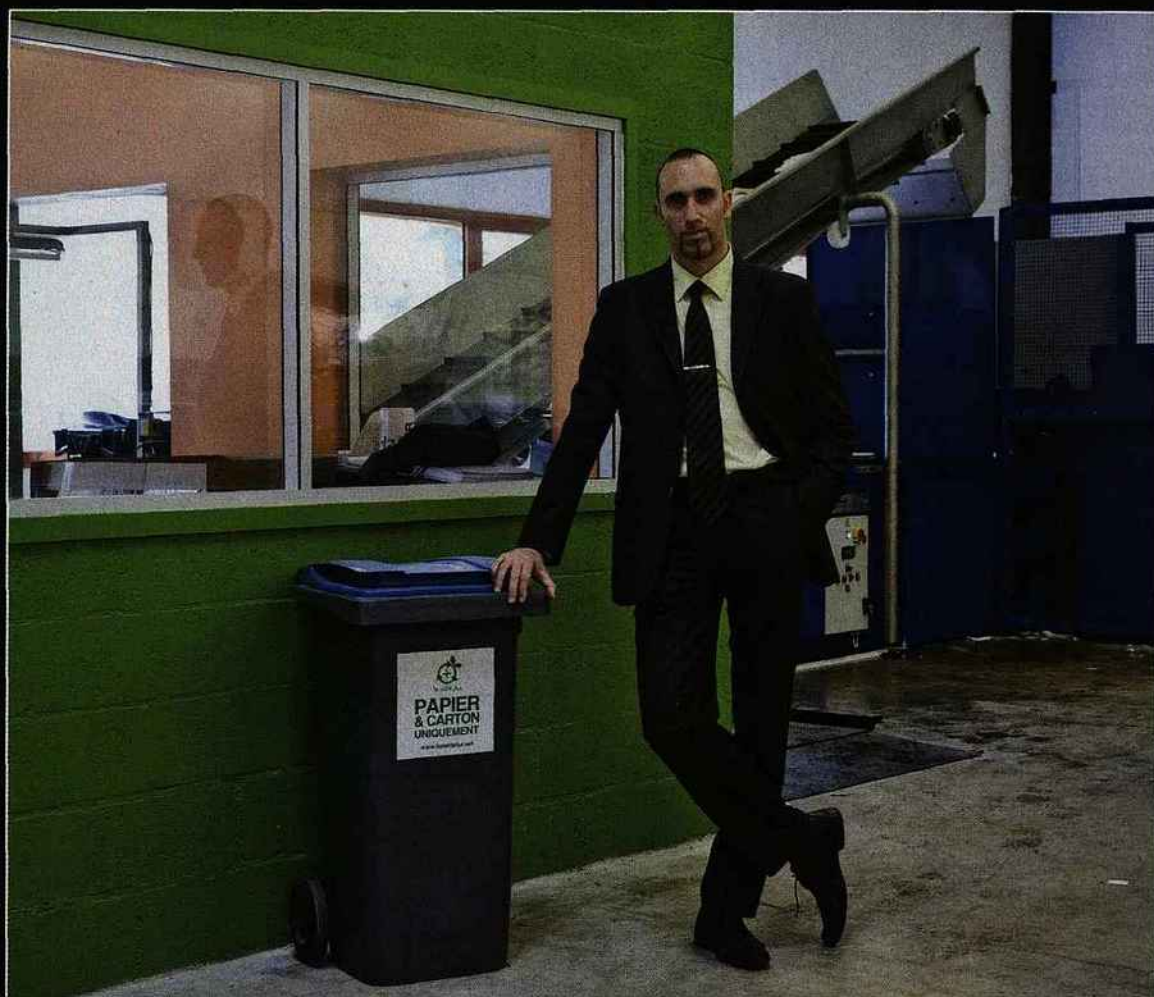


Romain Ferrari, 51 ans, Serge Ferrari « Il faut repenser la gestion des ressources »

« Notre société pense à l'envers. Elle place l'économie au centre du système, en considérant le reste comme accessoire. Il faut d'urgence opérer une révolution idéologique, et remettre l'économie à sa place, celle d'un organisme vivant parmi d'autres, appartenant à un ensemble d'écosystèmes avec lesquels elle interagit. » Discours d'un utopiste ? Non, celui d'un patron pragmatique et visionnaire qui dirige 630 salariés. À la tête de l'entreprise familiale de fabrication de textiles à usage industriel (tentes, habillages de façades, mobilier...) installée à La Tour-du-Pin dans l'Isère, Romain Ferrari s'est interrogé sur l'avenir de son métier. Et s'attache, depuis, à réduire la consommation

énergétique et matérielle de son activité économique tout en améliorant le service rendu. Il compte parmi les pionniers de ce que l'on nomme « l'économie de fonctionnalité », seule réponse adéquate à la raréfaction des ressources. Le principe en est simple : il s'agit de vendre un service, une fonction, en lieu et place d'un produit. « Pour accueillir un événement ou faire du stockage provisoire, mieux vaut ainsi remplacer la construction d'un édifice en dur par l'utilisation d'un bâtiment en tissu éphémère qui remplit la même fonction mais est plus léger, plus durable et recyclable. » L'entreprise Ferrari accompagne également ses clients dans

l'élaboration de biens écoconçus et dans l'analyse du cycle de vie de leurs produits. Pour boucler la boucle, l'industriel a construit une usine de recyclage en Italie, et a mis au point une technique nouvelle pour retraiter les textiles composites arrivés en fin de vie. Il en tire deux matières premières : des fibres de polyester et du PVC réutilisés pour fabriquer du tissu et des produits en plastique. Si le projet fait sens, l'usine n'est, pour l'heure, pas rentable. Mais Romain Ferrari éponge les pertes grâce aux très bonnes performances de sa société. « Changer de modèle économique prend du temps », constate l'entrepreneur qui anticipe une rentabilité de l'activité recyclage à l'horizon 2018. ●



Mathieu Boullenger, 31 ans, Le Petit Plus « Nous employons en priorité les exclus du travail »

Ancien danseur de hip-hop reconverti à l'entrepreneuriat, Mathieu Boullenger est à la tête de deux entreprises implantées en Seine-Saint-Denis : Plus que parfait, une société de nettoyage industriel, et Le Petit Plus, spécialisée dans la collecte et le recyclage des déchets de bureau. Au total, les deux entreprises emploient 170 salariés, avec deux particularités. Le Petit Plus est une entreprise adaptée dont 80 % des collaborateurs sont handicapés et Plus que parfait fait travailler des salariés qui sont longtemps restés éloignés du marché de l'emploi. Un choix évident pour ce jeune patron qui a grandi entouré de travailleurs sociaux, auprès d'une mère responsable d'une association

de prévention de la toxicomanie et du sida. « J'ai la chance de diriger une société dont les métiers ne requièrent aucune qualification, cela m'a permis de n'avoir aucun frein à l'embauche. Un bon recrutement est un recrutement utile. » Si, au départ, Mathieu a consacré beaucoup de temps à résoudre les problèmes de logement, de surendettement... de ses employés, le résultat s'est révélé payant. « Collaborer avec une entreprise adaptée est intéressant pour nos clients à la fois en termes d'image, en termes financiers et en termes de valorisation de leur politique de responsabilité sociétale. » Très attaché au dialogue social, Mathieu Boullenger veille à ce que

ses salariés travaillent dans de bonnes conditions et puissent être fiers de leur entreprise. « C'est là ma principale valeur ajoutée. Les métiers de l'entretien sont souvent ingrats, peu rémunérés et peu valorisés, il est essentiel que les gens s'y sentent bien. » Social, ce patron est aussi sensible aux questions environnementales. Son entreprise de nettoyage n'utilise que des produits écologiques et Le Petit Plus est l'une des rares sociétés à travailler en circuit court, autrement dit à recycler les papiers de bureau à proximité du lieu où ils ont été collectés. Dans le secteur, la pratique la plus courante est d'envoyer ses déchets en Chine pour être recyclés ! ●

INTERVIEW Pour ce promoteur d'une économie responsable, le capitalisme doit se transformer. Selon lui, l'entreprise a un rôle décisif à jouer dans cette mutation.

PHILIPPE VASSEUR « IL FAUT INVENTER D'URGENCE L'ÉCONOMIE DE DEMAIN »

Ancien ministre, président de la chambre de commerce et d'industrie de la région Nord, Philippe Vasseur est à la tête du réseau Alliances, qui promeut la responsabilité sociale des entreprises. Il a créé, en 2007, le World Forum de l'économie responsable, qui se déroule à Lille.

LA VIE. Face à la crise, financière, économique, sociale et environnementale, l'entreprise peut-elle agir ?

PHILIPPE VASSEUR. Tous les acteurs ont un rôle à jouer. Le politique, bien sûr, même si, face à la complexité de la crise, il peine à trouver sa place. Le consommateur, par ses comportements d'achat. Et l'entreprise. Chaque entrepreneur doit aujourd'hui s'interroger : « *Est-ce que je veux gagner un maximum d'argent dans un minimum de temps sans me préoccuper du reste ou est-ce que je bâtis quelque chose, guidé par une vision à long terme ?* »

La responsabilité de l'entrepreneur est-elle désormais sociétale...

La première responsabilité d'un chef d'entreprise reste économique. Une entreprise qui n'est pas rentable est vouée à disparaître. Mais elle est aussi plus globale. Sauf à raisonner à très court terme, l'entreprise ne peut plus ignorer ceux qui l'entourent. La responsabilité sociale et environnementale ou RSE se situe à la conjonction de l'économie, du social et de l'écologie. Ce n'est ni un luxe ni un vernis destiné à se donner bonne conscience, mais bien un élément qui s'inscrit au cœur de la stratégie de la firme. Il ne s'agit pas non plus de se fixer un idéal impossible.



Une entreprise ne sera jamais parfaite. La RSE est une démarche de progrès, d'amélioration permanente.

Est-elle un facteur de réussite pour l'entreprise ?

La RSE ne doit pas apparaître comme une charge pénalisant l'activité des firmes. Elle contribue à en améliorer la performance, notamment sur le long terme. Elle est source d'innovation et peut permettre de gagner en compétitivité en réduisant, par exemple, ses coûts d'énergie. Elle améliore souvent la motivation des salariés et leur productivité. Elle est un bon moyen d'attirer les meilleurs talents et participe à la légitimité et à la réputation de l'entreprise. Grâce à elle, la firme peut anticiper les évolutions réglementaires à venir.

Comment parvenir à faire progresser ce principe de responsabilité globale ?

La RSE ne tient qu'à la bonne volonté du chef d'entreprise, relayée

par ses collaborateurs. La meilleure façon d'essayer est d'apporter la preuve par l'exemple. De démontrer que la RSE peut profiter à tous les partenaires de la firme. Nous avons créé le World Forum de Lille en ce sens. Toutes les entreprises sont concernées par la RSE. En Europe, aux États-Unis et même en Chine, en Afrique ou aux Philippines, de nombreuses firmes ont déjà engagé cette démarche. Bien évidemment, elles ne font pas la même chose au Cameroun et au Danemark. Les lois, les traditions et les usages ne sont pas les mêmes. Mais l'essentiel est qu'elles soient prêtes à bouger.

Ce questionnement n'est-il pas révélateur d'une mutation plus profonde ?

En 2011, Klaus Schwab, fondateur du Forum économique de Davos, temple du capitalisme financiarisé, déclarait : « *Le capitalisme dans sa forme actuelle n'a plus sa place dans le monde qui nous entoure (...). Une transformation doit avoir lieu d'urgence, et cela doit commencer par le rétablissement d'un sens mondial de la responsabilité sociale.* » Il n'est pas question de collectionner les bonnes intentions, mais d'inventer l'économie de demain. Le système actuel s'est grippé, devenu trop prédateur, trop destructeur de richesses et d'emploi. La RSE est « la » voie pour entamer la transition vers un modèle différent. Elle ne prétend pas fournir à elle seule le remède à tous les maux de la planète, mais elle apporte une contribution importante à la correction du système. Elle s'inscrit dans une logique d'économie de marché mais refuse les dérives d'un capitalisme spéculatif. Elle est « recherche de sens pour l'économie ». ●

INTERVIEW CHRISTINE MONIN